

Situation financière des ménages au Québec et en Ontario

Au cours des cinq dernières années, les Études économiques ont publié quelques analyses approfondies sur l'endettement des ménages au Québec. Un diagnostic sur le poids des dettes des particuliers par rapport à leurs revenus a d'abord été établi¹. Dans un second temps, l'évolution des emprunts a été analysée en considérant aussi celle des actifs². Cela a permis de préciser le pourcentage des ménages vulnérables sur le plan financier. Finalement, le portrait détaillé selon le groupe d'âge et la tranche de revenu a permis de mieux identifier le profil des ménages susceptibles d'éprouver des difficultés financières³. Afin de donner suite à ces études exhaustives voici une mise à jour succincte, avec des données de 2014, des principaux indicateurs relatifs à l'endettement des ménages au Québec.

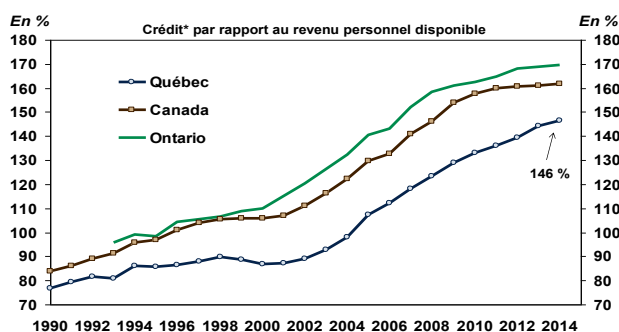
- ¹ Desjardins, Études économiques, *Point de vue économique*, « À quel point les ménages québécois sont-ils vulnérables à une hausse de taux d'intérêt? », 2 novembre 2010, http://www.desjardins.com/fr/a_propos/etudes_economiques/actualites/point_vue_economique/pv1102.pdf.
- ² Desjardins, Études économiques, *Point de vue économique*, « Le point sur la situation financière des ménages au Québec – Au-delà des dettes, il faut aussi considérer les actifs des ménages », 17 juin 2011, http://www.desjardins.com/fr/a_propos/etudes_economiques/actualites/point_vue_economique/pv1106.pdf.
- ³ Desjardins, Études économiques, *Point de vue économique*, « Situation financière des ménages au Québec – La fragilité dépend largement du profil de l'emprunteur », 27 octobre 2011, http://www.desjardins.com/fr/a_propos/etudes_economiques/actualites/point_vue_economique/pv11027.pdf.

TAUX D'ENDETTEMENT ÉLEVÉ, MAIS PAIEMENTS D'INTÉRÊT FAIBLES

C'est bien connu, le niveau d'endettement des Québécois a progressé beaucoup plus vite que leurs revenus au cours des dernières années (graphique 1). L'ascension de la valeur des résidences ainsi que la hausse du taux de propriété ont gonflé les dettes hypothécaires contractées par les ménages, ce qui semble avoir alourdi le poids de leurs emprunts. Selon le ratio classique du taux d'endettement, qui représente l'encours du total des dettes des particuliers par rapport au revenu personnel après impôts, la situation au Québec serait moins préoccupante que dans l'ensemble du pays et

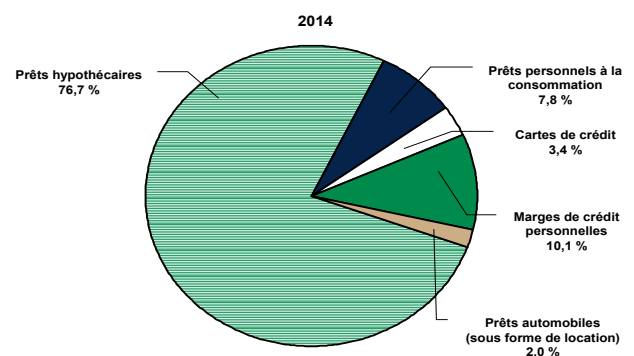
beaucoup moins tendue qu'en Ontario. Bien que les revenus des ménages soient inférieurs au Québec, l'écart n'est pas suffisant, à lui seul, pour expliquer la divergence du taux d'endettement. Le coût relativement plus élevé des résidences, qui se reflète sur le montant des hypothèques, explique principalement le ratio d'endettement supérieur dans la province voisine et au Canada. En 2014, le prix moyen d'une propriété avoisinait 270 000 \$ au Québec, 410 000 \$ au Canada et 430 000 \$ en Ontario. Étant donné que l'encours des dettes hypothécaires domine les autres types de dette, tels que les marges de crédit, les prêts à la consommation et les soldes des cartes de crédit (graphique 2), il s'agit de

Graphique 1 – Le taux d'endettement des ménages atteint un sommet



* Encours total du crédit à la consommation et du crédit hypothécaire résidentiel.
Sources : Statistique Canada, Société canadienne d'hypothèques et de logement, Banque du Canada, Institut de la statistique du Québec et Desjardins, Études économiques

Graphique 2 – Répartition des dettes des ménages au Québec : les prêts hypothécaires jouent un rôle clé



Sources : Ipsos Reid et Desjardins, Études économiques

François Dupuis
Vice-président et économiste en chef

Hélène Bégin
Économiste principale

Danny Bélanger
Économiste senior

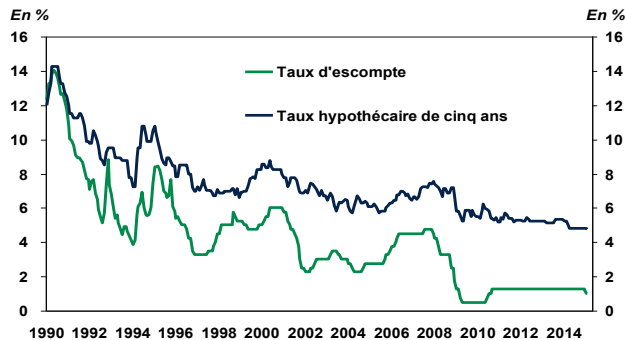
418-835-2450 ou 1 866 835-8444, poste 2450
Courriel : desjardins.economie@desjardins.com

l'élément qui influence le plus le taux d'endettement. Bien qu'imparfait, cet indicateur révèle que le ratio des emprunts des ménages par rapport à leur revenu est plus faible au Québec qu'en Ontario et qu'au Canada.

Le pourcentage élevé de ce ratio d'endettement, qui semble à première vue inconfortable, a cependant deux lacunes importantes. Premièrement, le ratio des dettes dont le remboursement est échelonné sur plusieurs années n'est pas représentatif par rapport au revenu annuel des ménages. Selon ce calcul, c'est comme si la totalité des prêts, notamment les emprunts hypothécaires, devait être entièrement payée avec les revenus après impôts d'une seule année! Deuxièmement, il ne tient pas compte des paiements d'intérêt associés à ces emprunts. Or, la tendance baissière des taux d'intérêt observée au cours des dernières années (graphique 3) a permis d'alléger le poids des paiements d'intérêt partout au pays. Le ratio calculé par Statistique Canada montre que l'importance des intérêts payés sur tous les types d'emprunt, par rapport aux revenus des ménages, est relativement faible d'un point de vue historique (graphique 4).

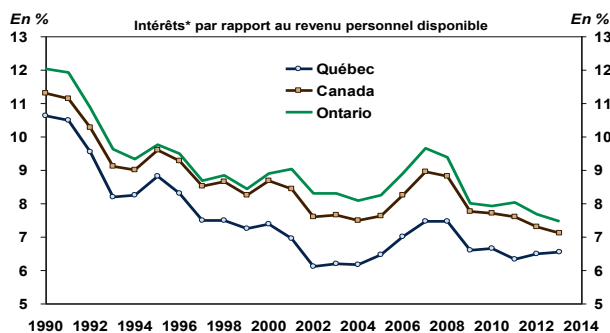
Outre le bas niveau des taux d'intérêt, l'évolution des types d'emprunt a aussi permis de réduire les paiements d'intérêt. Les prêts assortis d'une hypothèque à taux d'intérêt fixe sont beaucoup moins populaires depuis une quinzaine d'années. Selon les données d'Ipsos Reid, leur importance relative avoisine 70 % comparativement à plus de 90 % en 2001 (graphique 5). Les prêts hypothécaires à taux variables accaparent ainsi plus du quart du marché. Cette popularité croissante a permis à plusieurs propriétaires de bénéficier de la baisse des taux d'intérêt de la banque du Canada (BdC) au cours des dernières années. De plus, l'utilisation plus répandue des marges de crédit personnelles (incluant les marges hypothécaires), au détriment des prêts traditionnels à la consommation, a également réduit les paiements d'intérêt. Les marges sont assorties de taux d'intérêt moins élevés et qui varient en fonction des taux directeurs de la BdC, tout comme les prêts hypothécaires à taux variables. Cette évolution a été favorable aux ménages dans un contexte de diminution des taux d'intérêt, mais ceux-ci sont cependant plus vulnérables à l'augmentation graduelle du coût d'emprunt qui caractérisera les prochaines années.

Graphique 3 – Les taux d'intérêt au Canada ont beaucoup diminué au cours des dernières années



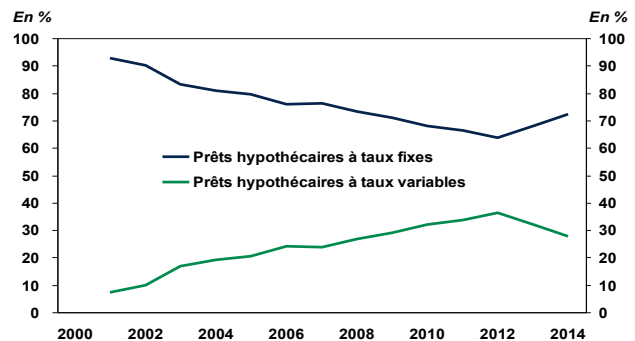
Sources : Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

Graphique 4 – Le poids des paiements d'intérêt a diminué au cours des dernières années



* Intérêts versés sur les prêts hypothécaires et tous les autres prêts à la consommation.
Sources : Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

Graphique 5 – L'importance des prêts hypothécaires à taux d'intérêt variables s'est accrue



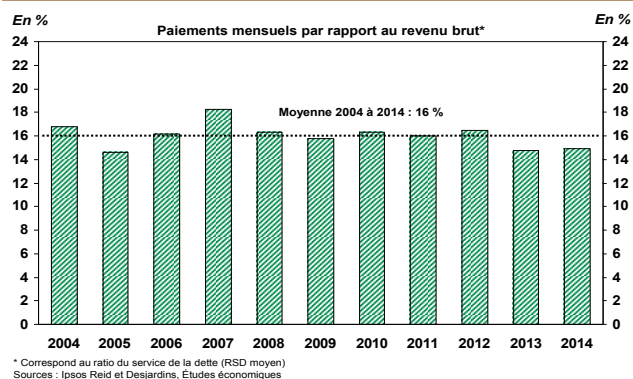
Sources : Ipsos Reid et Desjardins, Études économiques

LA CAPACITÉ DE REMBOURSEMENT EST STABLE

Les deux indicateurs relatifs à l'endettement présentés précédemment, soit les dettes par rapport aux revenus et le poids des paiements d'intérêt, dégagent deux constats différents. D'une part, le ratio des dettes par rapport aux revenus, qui tient compte uniquement du poids des sommes empruntées, a atteint un sommet au Québec. D'autre part, le ratio des paiements d'intérêt par rapport aux revenus s'est allégé au cours des dernières années. Chacune de ces mesures est incomplète puisque c'est le total des paiements en capital et intérêts par rapport aux revenus qui reflète le mieux la capacité financière des ménages à rencontrer leurs obligations. Ce ratio, qui correspond au ratio du service de la dette (RSD) permet d'évaluer correctement si le poids des paiements mensuels a augmenté pour les ménages. Or,

le RSD moyen a peu fluctué depuis dix ans au Québec en s'écartant à peine de la moyenne 16 % (graphique 6). La part du revenu brut consacrée au remboursement des emprunts (capital et intérêts) est, par conséquent, restée la même. Selon cet indicateur très complet, la capacité financière des ménages de rembourser leurs dettes est demeurée stable au fil des ans, tout comme le risque de défaut de paiement.

Graphique 6 – Le poids des versements en capital et intérêts n'a pas augmenté pour les ménages endettés du Québec



Au-delà de la tendance générale de l'endettement, c'est la répartition des ménages qui permet de mieux cibler la proportion d'entre eux qui sont fortement endettés. Grâce à la banque de micro-données de l'enquête « Canadian Financial Monitor » d'Ipsos Reid, la fraction du revenu brut consacrée au remboursement des dettes peut être calculée pour chacun des ménages de l'échantillon (encadré 1). Si les versements mensuels accaparent un pourcentage élevé du revenu brut, l'emprunteur a de plus fortes probabilités de ne pas pouvoir respecter ses engagements financiers. La Banque du Canada a établi clairement la zone d'inconfort à cet égard. Les ménages dont le RSD dépasse le seuil critique de 40 % sont considérés comme vulnérables, c'est-à-dire qu'ils peuvent avoir du mal à effectuer leurs paiements mensuels. Tous ne sont pas pour autant condamnés à la faillite personnelle, mais la probabilité que cela se produise est relativement élevée.

Les ménages dont le poids des paiements mensuels par rapport au revenu est élevé sont minoritaires puisqu'environ 90 % d'entre eux se situe dans la zone de confort financier. L'an dernier, 5 % des ménages endettés avaient néanmoins un RSD supérieur au seuil critique de 40 % (graphique 7), soit un pourcentage stable depuis plusieurs années. Les ménages avec un ratio entre 30 et 40 % présentent aussi un risque potentiel qu'ils se retrouvent rapidement dans une position délicate à la suite d'un imprévu. Plus de 5 % d'entre eux se trouvaient dans cette situation en 2014. Plus les paiements mensuels des dettes d'un ménage accaparent une

ENCADRÉ 1 MÉTHODE DE CALCUL

$$RSD_j = \frac{\sum \text{Paiements}_i}{\text{Revenu}_j} = \frac{\sum (\text{capital}_i + \text{intérêts}_i)}{\text{Revenu}_j}$$

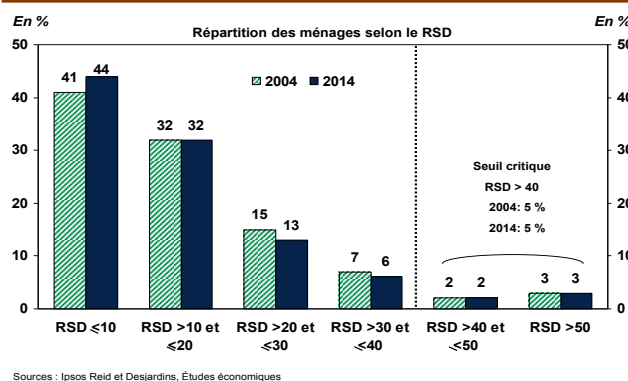
Où :

- *RSD* (*j*) : ratio du service de la dette du ménage (*j*) ou poids des paiements du ménage (*j*) par rapport au revenu brut;
- *Paiements* : paiements du ménage (*j*) sur les différents prêts (*i*) = (cartes de crédit, prêts automobiles, prêts personnels, marges de crédit personnelles, hypothèques);
- *Revenu* : revenu total brut du ménage (*j*).

Pour tous les prêts autres que les prêts sur cartes de crédit, nous disposons des informations suivantes :

- le paiement mensuel effectué;
- le taux d'intérêt effectif;
- la durée, mais non la date d'échéance;
- le solde.

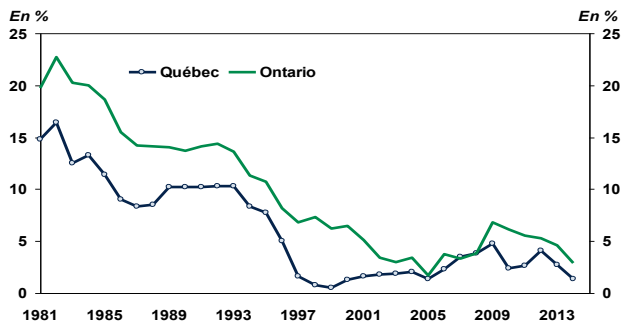
Graphique 7 – Répartition des ménages québécois endettés selon le ratio du service de la dette (RSD)



part importante de ses revenus, plus il est sensible à certains événements de vie comme une séparation, une maladie grave ou une perte d'emploi. De façon plus générale, un changement de contexte économique qui provoque une augmentation des taux d'intérêt ou encore des mises à pied qui entraînent une baisse de revenus peuvent également s'avérer problématique sur le plan financier.

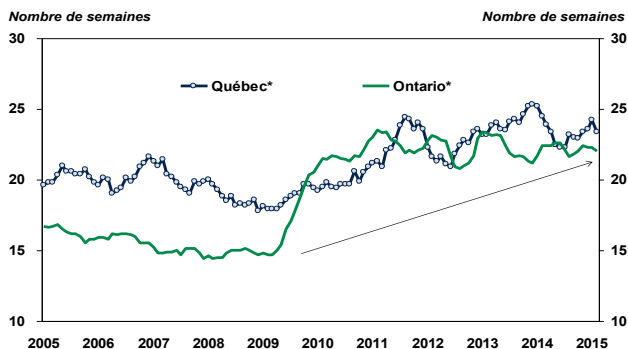
Même si le poids de l'endettement total demeure contenu, certains ménages disposent d'une faible marge de manœuvre pour faire face à un imprévu, telle une diminution ponctuelle des revenus de travail. Le taux d'épargne s'avère d'ailleurs très faible au Québec et en Ontario (graphique 8), de sorte que le coussin financier de certains ménages est insuffisant en cas d'une perte d'emploi. Les difficultés d'effectuer les paiements mensuels sont également plus importantes dans cette situation. Il est plus pénible pour plusieurs ménages de tenir le coup puisque la durée moyenne de chômage s'est étirée depuis la dernière récession au Québec et en Ontario (graphique 9). Il s'écoule, en général, environ six mois avant le retour au travail, ce qui exige une épargne suffisante pour traverser cette période sans éprouver de graves difficultés financières qui peuvent entraîner la faillite.

Graphique 8 – La faiblesse du taux d'épargne rend les ménages vulnérables en cas d'imprévu



Sources : Statistique Canada, Institut de la statistique du Québec et Desjardins, Études économiques

Graphique 9 – La durée moyenne du chômage s'est allongée à près de six mois au Québec et en Ontario



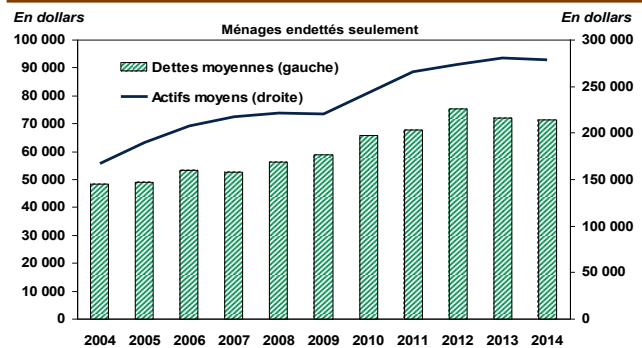
*Moyennes mobiles 6 mois
Sources : Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

LA VALEUR DES ACTIFS EST ÉGALEMENT IMPORTANTE

Les ménages qui sont étouffés par le poids de leurs dettes disposent parfois d'actifs suffisants pour assurer leur sécurité financière. Avant d'aboutir à une situation d'insolvabilité, ils ont la possibilité de vendre leurs actifs, que ce soit la résidence ou une partie de leurs placements. Afin de dresser

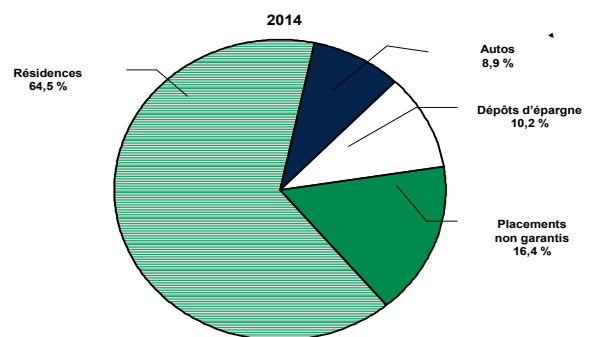
un bilan complet de la situation financière des ménages, il faut aussi évaluer la valeur des actifs en plus de celle des emprunts. D'après les données de l'enquête « Canadian Financial Monitor » d'Ipsos Reid, les dettes des ménages se situent, en moyenne, autour de 70 000 \$ comparative-ment à près de 280 000 \$ pour les actifs (graphique 10). Depuis dix ans, la forte progression des dettes s'est appuyée sur une hausse soutenue de la valeur des actifs, principalement composée de propriétés immobilières (graphique 11). Les résidences peuvent servir de fonds de dernier recours, mais les délais de vente se sont toutefois allongés depuis quelques années. Compte tenu du ralentissement du marché de l'habitation, une moyenne de 112 jours était nécessaire pour vendre une maison unifamiliale au Québec en 2014 et 130 jours pour une copropriété. L'accès au capital n'est donc pas instantané en cas de difficultés financières. La valeur des actifs immobiliers a cependant l'avantage d'être assez stable, contrairement aux actifs financiers qui fluctuent en fonction des marchés boursiers.

Graphique 10 – Depuis dix ans, les dettes des Québécois ont progressé presque au même rythme que leurs actifs



Sources : Ipsos Reid et Desjardins, Études économiques

Graphique 11 – Composition de l'actif des ménages québécois endettés

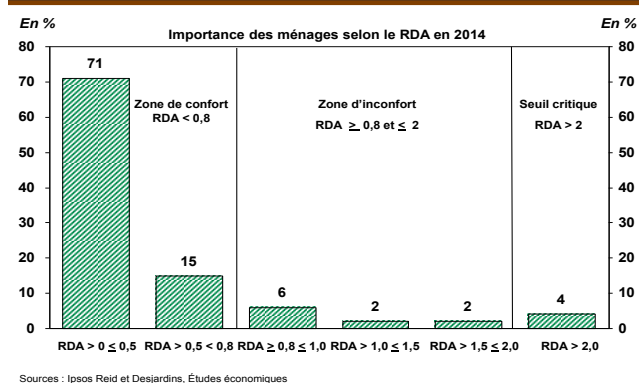


Sources : Ipsos Reid et Desjardins, Études économiques

Le ratio dette/actif (RDA) détermine toutefois si les actifs sont suffisants pour limiter le risque de défaut de paiement des emprunteurs. Selon Statistique Canada, un ratio de 0,8 est considéré comme élevé puisque la zone de confort est située en deca de ce seuil. Le RDA de l'ensemble des ménages a évolué dans une fourchette confortable depuis dix ans, soit entre 0,2 et 0,3. Le poids des dettes par rapport aux actifs continue de correspondre à une situation globalement saine. Le seuil critique pour ce ratio, c'est-à-dire un niveau qui entraîne généralement des difficultés importantes, est évalué à 2. Les consommateurs québécois qui déclarent faillite ou qui font une proposition à leurs créanciers pour régler leurs dettes ont habituellement deux fois plus de dettes que d'actifs.

La très grande majorité des Québécois, soit plus de 85 %, se situe dans la zone de sécurité financière ($RDA < 0,8$), ce qui est plutôt rassurant. L'importance des ménages qui franchit la zone d'inconfort ($RDA \geq 0,8$ et ≤ 2) est toutefois considérable, soit 10 %. Finalement, 4 % des ménages excèdent le seuil critique ($RDA > 2$) qui entraîne souvent une situation d'insolvabilité. En considérant à la fois la valeur des dettes et des actifs, la proportion des ménages endettés à risque est faible (graphique 12).

Graphique 12 – Répartition des ménages endettés selon le ratio dette/actif (RDA)



CONCLUSION

Bien que les dettes continuent de grimper plus rapidement que les revenus, la faiblesse des taux d'intérêt permet de maintenir le poids des paiements mensuels des ménages à un niveau raisonnable. L'importance des emprunteurs à risque de ne pas rencontrer leurs obligations financières est demeurée assez stable depuis dix ans. Cependant, la capacité de faire face à un événement qui entraîne une baisse de revenus, comme une perte d'emploi ou une maladie grave, a diminué. Le bas taux d'épargne ainsi que l'allongement de la période du chômage rendent également les ménages plus vulnérables à une remontée éventuelle des taux d'intérêt.

Compte tenu que les perspectives de hausses de taux d'intérêt directeurs de la Banque du Canada ont été reportées en raison des remous provoqués par la chute des prix du pétrole, les ménages semblent moins menacés dans l'immédiat. Sans être au bord du précipice, les Québécois doivent s'assurer qu'ils pourront faire face à la remontée éventuelle des taux d'intérêt sans trop d'écueils. La province n'est pas non plus complètement à l'abri d'une dégradation de la conjoncture économique qui pourrait entraîner une détérioration du marché du travail et une baisse de revenus des ménages. Un choc comme une diminution subite du prix des résidences⁴ ou une correction boursière pourrait aussi changer le portrait rapidement. La situation actuelle de la valeur des dettes par rapport à celle des actifs est néanmoins globalement saine.

La situation financière des ménages, qui semble sous contrôle pour l'instant, pourrait évoluer rapidement. Advenant une hausse progressive de l'ensemble des taux d'intérêt, une part croissante de ménages atteindrait la zone d'inconfort et l'importance de défaut de paiement serait à la hausse, tout comme le nombre de faillites personnelles. Cet enjeu de moyen terme, relatif à l'impact des augmentations éventuelles des taux d'intérêt, entretient le risque d'une détérioration significative de la situation financière. Étant donné que la remontée des taux d'intérêt semble en veilleuse pour quelques trimestres, les ménages doivent saisir l'occasion pour assainir leurs bilans. Si les plus fragiles profitent de cette période de sursis pour réduire leur niveau à l'endettement, les difficultés en seront amoindries.

Hélène Bégin
 Économiste principale

⁴ Desjardins, Études économiques, *Point de vue économique*, « Résultats d'une simulation : quelle serait l'indicence d'un recul des prix immobiliers résidentiels sur la situation financière des ménages au Québec? », 6 mai 2014, <http://www.desjardins.com/ressources/pdf/pv140506f.pdf?resVer=1399381434000>